
République démocratique du Congo : Transformer à nouveau les terres paysannes en monocultures de palmiers à huile

La RDC suit la tendance qui consiste à promouvoir des programmes visant à « intégrer » les des paysans aux entreprises agroalimentaires, ce qui fait ainsi peser un risque sur le contrôle des populations sur leurs terres.

Le projet PPAKIN promet d'améliorer les moyens d'existence des paysans de la République démocratique du Congo (RDC). Mais dans la province du Kwilu, les paysans sont en colère. Le projet les a amené à payer pour des plants de palmiers à huile industriels, mais sans qu'ils reçoivent une quelconque aide supplémentaire par la suite.

Au cours des 10-15 dernières années, une nouvelle vague d'expansion des plantations industrielles de palmiers à huile a eu lieu dans les pays d'Afrique occidentale et centrale. Cela tient principalement à l'intérêt des multinationales, qui visent à faire des profits à partir de la demande croissante en huile de palme sur le marché mondial. Des grandes plantations ont envahi des terres appartenant aux communautés et ont ainsi porté atteinte à leur souveraineté alimentaire et à leurs lieux culturels ou sacrés, tout en accroissant les violences, en particulier à l'encontre des femmes (1), et en conduisant à de nombreuses manifestations des communautés.

Cette expansion s'accompagne maintenant d'une nouvelle tendance : le lancement de programmes qui déclarent principalement qu'ils vont améliorer la production des cultures vivrières. Si la promotion des plantations de palmiers à huile fait partie de ces programmes, leurs promoteurs, parmi lesquels des représentants des secteurs publics et privés nationaux ou internationaux, assurent que celles-ci ne sont pas leur objectif principal. Par ailleurs, ils prétendent que les palmiers à huile seront plantés par les paysans, pas par les entreprises.

Un exemple en est fourni par le programme GRAINE, au Gabon. Promu par la multinationale agroalimentaire Olam et le gouvernement gabonais, il prétend augmenter la production alimentaire domestique pour améliorer la sécurité alimentaire des paysans et du pays. Mais, dans la pratique, le projet favorise principalement les plantations industrielles de palmiers à huile sur les terres paysannes à travers des soi-disant « coopératives » paysannes. (2)

Préoccupée par cette nouvelle évolution, une délégation de la plus grande confédération paysanne de la République démocratique du Congo, la COPACO-PRP (Confédération Paysanne du Congo - Principal Regroupement Paysan), et WRM, ont décidé de visiter un programme similaire dans la province du Kwilu en février 2018, à environ 500 kilomètres à l'est de la capitale, Kinshasa. La COPACO et WRM ont voulu en savoir plus sur la situation des paysans touchés par **un programme appelé PPAKIN**, qui signifie « Programme d'appui aux pôles d'approvisionnement de Kinshasa en produits vivriers et maraîchers ». L'objectif général du programme est de « contribuer de manière durable à l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus des paysans producteurs » (3). Le projet, qui a démarré en 2014, est mené par le gouvernement de la RDC et financé par le FIDA (Fonds international pour le développement agricole de l'ONU) pendant une période de 10 ans, avec un investissement total estimé à 115 millions de dollars. (4)

Les familles paysannes qui nous ont accueillis (5) nous ont dit qu'**elles avaient reçu de PPAKIN des plants de palmiers à huile Tenera dits « améliorés », ainsi que des engrais chimiques** en février 2017. Elles ont dû mettre en place ces plants en monoculture dans environ 4-5 hectares, une superficie considérable pour l'agriculture paysanne en RDC. Les techniciens du projet leur ont dit qu'une dose précise d'engrais devrait être appliquée avec chaque plant planté. Pour faire partie du programme, **les paysans ont dû payer des frais d'adhésion** de 15 000 francs congolais – environ 9 dollars américains – ce qui constitue un montant considérable en RDC. Certains ont également mentionné qu'ils avaient signé un contrat, un « *protocole d'accord* ». Nous n'avons pas pu consulter ce contrat.

Les paysans ont souligné qu'on leur avait promis un soutien financier pour l'entretien des plantations de palmiers à huile pendant les 5-6 années qui précèdent le début de la production des palmiers à huile. Mais jusqu'à présent, **ils n'ont reçu aucune aide**. Cela met les paysans en colère et ils se sentent trahis par le projet. De plus, **l'entretien d'environ 4 à 5 hectares de palmiers à huile, avec 280 plants de palmier à huile par hectare, nécessite beaucoup de travail**.

Un paysan nous a montré comment il essaie de faire face à cette situation en plantant du manioc au milieu de la monoculture de palmiers à huile, afin d'obtenir des revenus et des produits alimentaires, dans une région qui était auparavant couverte de cultures vivrières. Cependant, les membres d'une autre famille de paysans, préoccupés par les engrais chimiques qu'ils étaient obligés d'appliquer, ont décidé de ne pas planter d'autres cultures entre les palmiers à huile. Selon l'expérience des membres de COPACO, les intrants chimiques ont un effet nocif sur le sol et leurs cultures vivrières. Par conséquent, les paysans réalisent leurs principales cultures vivrières, comme le manioc et le maïs traditionnel, ainsi que d'autres légumes, sans aucun apport chimique. Un paysan nous a déclaré : « Les engrais chimiques ne permettent pas aux autres cultures de pousser correctement. »

Une région historiquement marquée par le palmier à huile

Depuis des temps immémoriaux, la province du Kwilu est couverte de vastes plantations de palmiers à huile « sauvages », extrêmement importantes et qui offrent de multiples usages aux communautés locales. La province du Kwilu est historiquement la plus grande productrice d'huile de palme du pays. (6)

Vers 1910, la société britannique de production de savon Lever Brothers, à la recherche d'une huile végétale bon marché, a découvert ce trésor naturel. Elle a obtenu une concession du gouvernement colonial et a créé une société de plantation appelée « *Huilleries du Congo Belge* » (HCB), qui a pris le nom de « *Plantations Lever au Congo* » (PLC) après l'indépendance, et de « *Plantations Lever du Zaïre* » (PLZ) dans la période de l'ex-président Mobutu. Un paysan plus âgé nous a dit qu'**après avoir obtenu leur concession, les HCB ont commencé à « acheter » l'accès aux plantations naturelles de palmiers à huile dans le district de Lusanga, en payant aux chefs de terres un sac de sel pour obtenir l'accès à 100 hectares**. L'entreprise a commencé à produire des plants à partir de palmiers à huile naturels et les a plantés en lignes afin d'augmenter la production, en créant des plantations semi-intensives. Plusieurs autres hommes d'affaires belges et portugais ont suivi l'exemple de Lever Brothers et se sont installés pour profiter de cette huile de palme naturelle.

Des travailleurs ont été recrutés de force dans d'autres régions et sévèrement exploités pour faire le travail risqué de la récolte des fruits de palme. Ils ont été hébergés dans des camps de travailleurs à Lusanga – qui s'appelait à l'époque Leverville – où la société avait installé ses installations de production d'huile de palme. À la suite de la crise économique de 1929, avec la réduction des salaires des travailleurs, la ville de Kikwit est devenue le lieu du plus grand

soulèvement contre le régime colonial belge au Congo en 1931. (7) Cela s'est conclu par une répression violente, avec des centaines de personnes tuées. Un paysan plus âgé nous a raconté que sa famille n'avait réussi à survivre qu'en restant//que parce qu'elle était restée cachée dans la brousse.

Lorsque Mobutu est arrivé au pouvoir en 1965, des décennies de crises économiques et de guerres civiles ont commencé et l'entreprise a abandonné Lusanga, y compris ses installations de production d'huile de palme et les plantations. L'entreprise a néanmoins conservé des plantations dans d'autres régions et en a vendu une partie en 2009 à la société canadienne FERONIA, où les communautés luttent depuis des années pour récupérer leurs terres, volées depuis la période coloniale. (8)

Se souvenir du passé pour construire le futur ?

Qu'est-il arrivé à Lever Brothers ? En 1930, avec son activité très rentable dans le Congo colonial, l'entreprise a fusionné avec la société néerlandaise Margarine Unie et a créé UNILEVER. Cette société anglo-néerlandaise, qui produit des biens de consommation, est devenue l'une des plus grandes multinationales du monde et fait un bénéfice annuel de plusieurs milliards de dollars. La description historique du « succès » de l'entreprise sur son site internet semble avoir **soigneusement exclu l'histoire des violences et des abus commis contre le peuple congolais.**

De nos jours, malgré son discours public, **le projet PPAKIN semble vouloir refaire vivre le passé dans la même province de Kwilu, en transformant une fois de plus les terres paysannes en monocultures de palmiers à huile.** Son soutien financier tend à aller dans le même sens : Le FIDA de l'ONU a encouragé la nouvelle vague d'expansion industrielle du palmier à huile en Afrique, en étroite collaboration avec les gouvernements africains, la Banque mondiale et le secteur privé.

Et que sont devenus Lusanga et les paysans après le départ d'UNILEVER pendant la période Mobutu ? Les installations de l'entreprise se sont transformées en ruines. La ville, qui compte aujourd'hui environ 15 000 habitants, manque de services de base tels que l'approvisionnement en eau et en électricité. Les paysans ont repris les anciennes plantations d'UNILEVER. Ce sont principalement des hommes spécialisés dans la production à petite échelle et avec des équipements artisanaux qui récoltent de l'huile de palme pour le marché domestique. Ils cherchent des moyens d'organiser et d'améliorer leur production, car l'huile de palme est la clé de leur culture et peut leur permettre d'avoir un revenu.

Les paysans s'organisent pour construire un avenir différent

Des organisations paysannes comme la COPACO alertent sur la menace d'expansion des monocultures d'huile de palme et d'autres cultures, en raison de leurs impacts sociaux, culturels et environnementaux. Ils insistent sur le fait que **les paysans doivent conserver le contrôle sur les terres dont ils dépendent.** Cependant, « l'intégration » des paysans dans le secteur agro-industriel, comme le programme PPAKIN, met en danger ce contrôle sur leurs terres. La COPACO défend un système de production diversifié basé sur une maîtrise sur les terres pour assurer la souveraineté alimentaire pour les générations présentes et futures. Les principes de l'agroécologie, qui s'opposent radicalement à la mise en place de monocultures dépendant des intrants chimiques, sont fondamentaux.

De nos jours, à Kikwit, vous pouvez toujours trouver sur le marché une huile de palme rouge qui est produite par des femmes et qui est celle qu'elles préfèrent pour cuisiner leurs repas. Leur expérience leur a montré qu'il est impossible de produire cette huile de haute qualité à partir des plants

améliorés distribués par le projet PAPAKIN. **La dynamique du projet PAPAKIN vise seulement à attirer des entreprises privées pour investir et contrôler la production d'huile de palme.** Cela peut devenir une menace sérieuse pour l'huile de palme traditionnelle, toujours sous le contrôle des paysans et avec de multiples usages très fortement liés à leur vie quotidienne et à leurs besoins.

Les paysans avec qui nous avons parlé ont aussi fait un commentaire intéressant : le palmier à huile naturel se reproduit facilement par lui-même. Sa nature non chimique facilite sa propagation avec l'aide des animaux et des oiseaux.

Remarques finales

Si le projet PAPAKIN réussit à attirer des investissements du secteur privé pour « réhabiliter » les installations de production d'huile de palme à Lusanga, il réhabilitera la logique qui prévalait auparavant : **l'accaparement des terres et l'exploitation de la population/de la main d'œuvre pour un profit privé, avec un pouvoir concentré dans les mains d'entreprises privées soutenues par l'État.** Encore une fois, les communautés paysannes jouent un rôle essentiel en produisant la matière première pour l'industrie de l'huile de palme au coût le plus bas possible. Cependant, dans une telle logique, les paysans qui cultivent des palmiers à huile mais sont incapables de remplir le contrat avec l'entreprise privée courent le risque de perdre leurs terres.

Winnie Overbeek, winnie [at] wrm.org.uy
Membre du secrétariat international du WRM

(1) Bulletin WRM 236, mars 2018. [Femmes, plantations d'arbres et violence : construire des résistances](#)

(2) [GRAINE de désespoir : les communautés perdent leurs terres et leurs sources d'eau dans l'agro-industrie d'OLAM au Gabon](#), Bulletin WRM 231, juin 2017

(3) FIDA, Programme PAPAKIN, document de conception de programme, 2013.

(4) [PAPAKIN : Une solution pour contribuer à la sécurité alimentaire](#), Forum des As

(5) Quand nous sommes arrivés à Kikwit, nous avons découvert que notre visite avait été annoncée la veille sur une station de radio locale. Par coïncidence, la coopérative mise en place dans le cadre des activités du projet PAPAKIN à Kikwit a refusé de nous recevoir. Nous avons découvert que les paysans qui faisaient partie du projet avaient reçu le jour même l'instruction de ne pas nous parler. Néanmoins, nous avons pu rendre visite à plusieurs paysans qui participaient au projet et nous ont fait part de leur expérience.

(6) [Le palmier à huile en Afrique : le passé, le présent et le futur - 2013](#), WRM

(7) [RDC : à Lusanga, les fantômes d'Unilever au Congo](#), 2017, Jeune Afrique

(8) [Land conflicts and shady finances plague DR Congo palm oil company backed by development funds](#), 2016 (aussi disponible en Lingala)